

Appel intersyndical PACA pour le 2° tour élections régionales

Lundi 15 mars 2010

CGT-FSU-UNSA-.....

Le premier tour a été marqué par une abstention massive, le score du Front National particulièrement élevé dans notre région est très inquiétant et dangereux.

Le 21 mars se déroulera le deuxième tour des élections régionales. Un sursaut de mobilisation des électeurs doit se manifester.

Ces élections interviennent dans un contexte économique et social particulièrement difficile.

La crise financière et spéculative, résultat de près de 30 ans de déréglementation dans le cadre des politiques néolibérales, est alimentée par la baisse de la part salariale dans la production des richesses, par l'accroissement des inégalités et de la précarité sociale. Le chômage explose dans le privé, alors que plus de 100 000 emplois ont été supprimés dans la fonction publique depuis 2003.

La révision générale des politiques publiques consacre la désertification de zones rurales, de moyens et de hauts pays. Elle touche également les périmètres urbains.

Cette partie de réforme de l'Etat s'appuie sur la suppression annuelle de dizaines de milliers d'emplois lors des départs en retraite.

La réforme des collectivités territoriales est profondément régressive du point de vue de la démocratie locale.

Elle porte la fin de la clause de compétences des collectivités, Conseils Généraux, Conseils Régionaux, à côté de métropoles monopolisant les financements, avec des Préfets de Région devenus de supers gouverneurs.

La suppression de la taxe professionnelle, son remplacement pour quelques années seulement par un nouveau mécanisme masque mal le non recouvrement intégral de son montant actuel.

Il fera supporter aux ménages le manque à gagner financier et dédouane d'ores et déjà les entreprises du lien économique et fiscal d'avec les territoires.

La situation de notre région est déjà le résultat de ces politiques. La désindustrialisation rime avec la spéculation immobilière et foncière, la précarité sociale et les quartiers déshérités tranchent avec les ghettos du Gotha, les retards en matière d'infrastructures dans les domaines de compétence de l'Etat marginalise Provence Alpes Côte d'Azur, que ce soit en matière de transports, d'université ou plus largement de formation.

Les Etats Généraux de l'Industrie lancés à grand renfort médiatique ont accouché d'une souris économique.

Il est urgent que les propositions industrielles formulées par exemple par les organisations syndicales soient prises au sérieux.

On nous a annoncé et encore aujourd'hui pour dès le lendemain des régionales, de nouvelles attaques, au demeurant fort cohérentes : retraites, protection sociale, services publics... Se profile aussi une politique drastique d'austérité pour les salariés, alors que la spéculation et les profits qui l'accompagnent ont repris leurs rythmes effrénés.

La volonté et les actes liberticides à l'encontre des populations et des militants structurent dangereusement une société avant tout répressive.

Loin de préparer une sortie de la crise, les choix du gouvernement, du chef de l'Etat, du Medef alimentent tous les mécanismes qui nous y ont conduits. La gestion des entreprises emprunte les mêmes recettes : la pression sur le coût et les conditions de travail, les salaires, la précarité pour augmenter les dividendes aux actionnaires le plus vite possible. Il en est de même du programme de démantèlement des services publics et de la fonction publique.

C'est pourquoi, les organisations syndicales appellent tous les salariés et tous les citoyens à participer massivement aux élections le 21 mars, à confirmer le vote de contestation et de sanction du premier tour en battant la droite, l'extrême droite et à se donner ainsi un contexte politique plus propice à l'aboutissement de leurs revendications.

C'est aussi pourquoi les organisations syndicales appellent les salariés, les retraités, les sans emplois à s'engager dans la journée d'action, de grève et de manifestations du 23 mars sur les salaires, l'emploi, les retraites, les services publics, à participer et favoriser la réussite des manifestations unitaires pour réussir une grande journée de mobilisation pour peser sur les choix économiques et sociaux afin d'obtenir des avancées pour les salariés.

Le 15/03/2010